

# De quoi le terrorisme est-il le nom ?

Éclairage Anaïs Robert (st.)

**T**errorisme. C'est un mot que chacun associe à des images d'horreur et de chaos. S'il n'existe pas de doute sur le caractère terroriste des attentats de Paris ou de Bruxelles, pour d'autres événements l'incertitude demeure alors que désormais, chaque action violente, voire contestataire semble être désignée comme "terroriste". L'assassinat de la députée travailliste Jo Cox ? Du "terrorisme d'extrême droite". Les "zadistes" protestant contre le projet de construction d'un aéroport à Notre-Dame-des-Landes en France ? Des "terroristes verts". L'attaque contre la boîte de nuit, fréquentée par des homosexuels à Orlando, aux Etats-Unis ? Du "terrorisme islamique" – ce que n'a pas démontré l'enquête. Et qu'en est-il de la fusillade commise hier, dans un centre commercial de Munich ?

L'assimilation de toute action violente et meurtrière au terrorisme est parfois trop hâtive, car la notion même de terrorisme est loin de faire l'unanimité. "Selon une phrase célèbre: *Le terroriste de l'un est le combattant de la liberté de l'autre*", rappelle François-Bernard Huyghe, directeur de recherche à l'Institut des relations internationales et stratégiques, basé à Paris. Dès lors comment caractériser ce qui relève du terrorisme ?

## Un terme subjectif et instrumentalisé

Même les Nations unies ne parviennent pas à s'accorder sur une définition. La tentative la plus convaincante de l'Onu reste la résolution de février 2000 qui stipule que le terrorisme désigne tous "les actes criminels conçus ou calculés pour provoquer, avec des objectifs politiques, un état de terreur dans l'opinion..." Une définition très large et qui esquisse à peine la dimension politique de l'acte pour se concentrer sur les crimes, constate Gilles Ferragu, maître de conférence à Sciences-Po Paris.

Chercher à définir le terrorisme, c'est se heurter à une impasse. "Au sein même de l'Onu, Israël et les pays arabes s'opposent sur ce qu'est le terrorisme", rappelle Gilles Ferragu. Le terme est sujet à l'instrumentalisation et son sens varie en fonction du contexte géopolitique. L'exemple des Kurdes est éloquent: ils sont les alliés des Etats-Unis et des Etats européens dans la lutte contre l'organisation Etat islamique (EI ou Daech). Les premiers soutiennent les seconds qui sont considérés comme des terroristes pour la Turquie qui les combat.

Chaque Etat envisage donc le terrorisme en fonction de ses intérêts particuliers. Après les attentats du World Trade Center de New York, le 11 septembre 2001, la France et l'Espagne ont profité du contexte pour durcir leur législation antiterroriste... contre l'organisation indépendantiste basque ETA, souligne l'historienne Jenny Raffik de l'Université de Cergy-Pontoise. Le terme est donc hautement subjectif. "C'est une forme d'arme rhétorique, une manière de qualifier l'adversaire pour le priver de toute légitimité", complète Gilles Ferragu. Les résistants lors de la Seconde Guerre mondiale, Nelson Mandela, tous ont été qualifiés de terroristes pour les discréditer.

Le terrorisme serait-il un objet politique non identifié car non identifiable ? François-Bernard Huyghe est plus définitif. "Le terrorisme n'existe pas", assène-t-il. Il est vrai que le terme, apparu au XIX<sup>e</sup> siècle, découle du qualificatif "terroriste". Utilisé pour évoquer la période de la Terreur lors de la Révolution française, il fut d'abord associé à une politique de repression menée par l'Etat avant, au fil du temps, de désigner ce qui se retourne contre lui. Le chercheur préfère donc parler de stratégies ou d'actes terroristes.

La "méthode terroriste", elle, est une réalité et répond à des critères précis: elle est motivée par un but politique; elle s'appuie sur une propagation de la terreur à travers des tueries et surtout, leur publicité, rouage essentiel de la mécanique. "Un acte terroriste sans média n'est qu'un crime", souligne

Gilles Ferragu. La cible première est l'opinion publique car "l'objectif est de terroriser une partie de la population et d'en séduire une autre" d'après Jenny Raffik. Il faut tuer (si possible beaucoup), certes, mais il importe surtout de le faire savoir. Un impératif qu'exprimait ainsi le philosophe Raymond Aron: est terroriste "toute action dont l'effet psychologique est largement supérieur à ses effets physiques".

Lorsque, après les attentats de janvier 2015, les Français clament qu'il y a eu "12 morts et 65 millions de blessés", ils témoignent de l'effet de l'action terroriste.

## La revendication

L'ultravisibilité d'une action terroriste va de pair avec la revendication. Le terroriste tue pour une cause, au nom d'une idéologie ou d'une religion. Il ne se considère d'ailleurs pas comme un assassin, mais comme un "soldat", un "guérillero", un "héros".

Comme l'indique l'organisation Etat islamique (EI) dans ses communiqués, ceux qui commettent des actes en son nom répondent à un appel. C'est la volonté politique derrière l'acte qui permet de marquer la frontière entre le crime de haine, à l'instar de l'attentat d'Orlando commis... dans une boîte de nuit fréquentée par des homosexuels, et l'acte terroriste.

Mais qui prend encore en compte cette distinction ? La rapidité avec laquelle l'attaque de Nice, le 14 juillet, a été qualifiée de terroriste révèle la puissance médiatique de l'organisation Etat islamique (EI). Comme Gilles Ferragu le déplore, "elle est parvenue à instaurer un climat à partir duquel tout crime de masse peut être assimilé à du terrorisme. Nous sommes tombés dans le piège des organisations terroristes qui consiste à avoir peur de la peur elle-même".

En ce contexte de menace terroriste permanente, s'emparer de ce terme sans réflexion, c'est céder à la terreur.

**"Un acte  
terroriste sans  
média n'est  
qu'un crime."**

**GILLES FERRAGU**  
Maître de conférence  
à Sciences-Po Paris.